

LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin

DANS CE NUMÉRO :

**A DEVOS, NOS DÉCIDEURS TIENNENT
LEUR FORUM DE LA PENSÉE UNIQUE,
MAIS SUR INTERNET,
M-L DUBOIN ET J-P MON
DÉCOUVRENT UN AUTRE FORUM.**

**JOURNALISTES ET POLITICIENS
CONTINUENT À IMPOSER
LEUR FAÇON DE VOIR,
QUI N'EST PAS CELLE QU'ATTEND
D'EUX R.UNGARO.**

**A.PRIME TROUVE QU'IL MANQUE UNE
COUCHE AU CERVEAU DE L'HOMO
SAPIENS SAPIENS**

**D.KESSOUS RETRACE L'HISTOIRE DE
LA NOTION DE LIBERTÉ**

**B.GILDAT DÉNONCE
LA FUITE EN AVANT
DUN INCERTAIN SOLON.
ETC. ETC...**



Découverte sur internet : les délocalisations à domicile aux États-Unis

N° 953 mars 1996

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
Djémil KESSOUS

*
*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

*
Impression : R. PERNEL
Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°).....	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n°mensuels	250	FF
10 n°mensuels	350	FF
Europe.....	175	FF

(Par avion, nous consulter)

Règlements :

par CCP : " La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris,
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVÉ

B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.

*Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.*

TÉLÉPHONE les mardi et jeudi, de 15 à 18 heures, (16) 1 30 71 58 04

♦ Pour faire réfléchir autour de vous :

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco).

L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.
Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques (22 F, franco).
Une petite brochure à diffuser largement.

♦ Pour votre réflexion personnelle :

épuisé.

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails (Edition Syros, 85 F,).

♦ Pour animer une discussion :

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

♦ Pour avoir un résumé rapide de nos thèses et propositions ::

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

numéro hors série (Janvier 1992, 25 F franco).

♦ Enfin une bande dessinée :

« ET SI ON CHANGEAIT ? »

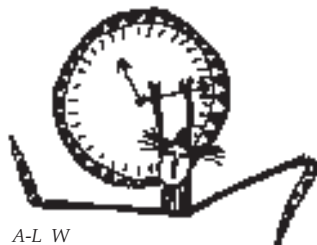
redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

*Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.*

**Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.**

**La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais
est également disponible, dans les mêmes conditions.**



A-L W

Le forum

de la pensée unique

La saison des sports d'hiver est aussi celle où les décideurs internationaux se réunissent, presque en catimini, dans la station suisse de Davos pour ce qu'ils appellent, en toute modestie, le *Forum économique du Monde*, créé à l'initiative de la Trilatérale.

Il est toujours intéressant, dans la mesure du possible, d'avoir une idée de ce qu'ils nous préparent. On se souvient (voir GR n° 931) que dans son rapport de 1994, Raymond Barre avait dénoncé *"l'excès de protection sociale"* et conclu : *"Il faut abandonner l'esprit de l'Etat-providence"*. C'est bien cette politique que les lobbies, les zin-zin¹ et les multinationales imposent aujourd'hui partout... Et il n'y a guère qu'en France qu'un mouvement social d'envergure ait tenté de s'y opposer.

Le meilleur économiste français s'étant planté en annonçant la reprise pour 1994, il qualifie maintenant le "ralentissement" qui fut observé en Europe de *"période naturelle de respiration"* ! Nos souverains modernes ont au moins le chic pour masquer leur incompetence sous des termes élégants.

Que nous mijotent-ils cette année ? Réjouissez-vous, ô Français qui hésitez à dépenser, la majorité d'entre eux ont confiance en l'avenir, car pour eux la mondialisation galopante est la perspective de nouveaux marchés et de nouveaux projets, l'expansion étant *"stimulée par un flux de capitaux qui irradie l'ensemble de la planète"*. Vous ne les avez pas vu passer ? Vous y avez pourtant sûrement contribué car l'État, depuis septembre dernier, a réussi à soutirer aux Français plus de 100 milliards d'impôts et taxes supplémentaires. Il y avait bien à Davos quelques

minoritaires et pas seulement les rares syndicalistes entrés sur la pointe des pieds, pour craindre que la mondialisation ne signifie pas pour tous un avenir radieux. Le PDG d'une grande société électromécanique a insinué que *"les tensions vont s'accroître entre les possédants et les démunis et il y aura alors une augmentation considérable du terrorisme et de la violence"*. Et, de fait, la mondialisation s'accompagne, tant dans les pays anciennement industrialisés que dans ceux *"en voie de développement"* de phénomènes massifs d'exclusions, de précarisation et de pauvreté.

Mais la plupart des patrons estiment que l'entreprise n'a pas à se mêler de tout cela, puisque "le marché règle tous les problèmes" ! Ils se sont donc contentés de critiquer l'attachement des Européens à l'Etat-providence alors qu'ils devraient écarter tous ceux qui sont incapables de s'adapter. Et la conclusion de Raymond Barre est que *"le monde est entré, depuis le début des années 90 dans une nouvelle phase de croissance longue... alimentée par de nouvelles innovations technologiques"*. C'est le début d'une nouvelle révolution industrielle dont il faut profiter : *"Le salaire minimum, l'État régulateur, la protection sociale, tout ce bric à brac social démocrate qui freine la compétitivité devrait, à l'heure d'Internet, être remis au grenier de l'Histoire"*. En d'autres termes : équipez-vous tous en informatique pour que nous nous partagions ce gâteau entre nous.

C'est vrai que, dans un premier temps, l'équipement informatique à l'échelle planétaire va susciter de nouveaux besoins pour ceux qui en auront les moyens, donc constituer

un débouché nouveau pour les investisseurs...

Il y a pourtant d'autres aspects de ces autoroutes de l'information, dont il faudrait pouvoir faire profiter tous ceux qui n'ont pas les moyens d'y investir : alors que j'utilisais Internet depuis bien des années, mais seulement pour traiter entre collègues de questions scientifiques, je viens d'y découvrir un nouveau forum (ce mot est décidément à la mode) intitulé *"l'avenir du travail"* (FutureWork). J'y discute ainsi depuis le début de janvier avec des universitaires - jusque là tous étrangers - qui se montrent bien plus soucieux de l'avenir que mes collègues français dans leurs tours d'ivoire. Bien qu'un Américain m'ait écrit *"qu'il n'y a pas de système supérieur au marché"*, tous ont observé que l'emploi ne peut plus désormais faire vivre tout le monde. Et tous cherchent *"la"* solution. Certains parmi eux ont été enthousiasmés, d'emblée, par ma proposition de contrat civique et même par l'idée d'une monnaie distributive parce qu'elle *"permettrait de renverser toutes les valeurs actuelles, y compris celles qui sont à la base de l'éducation moderne"*, m'a dit l'un d'eux.

Mais ma participation à ce forum électronique signifie des dizaines de messages qui arrivent chaque jour, pratiquement tous fort intéressants. Le résultat est que nous croulons sous l'information. Nous allons pourtant essayer de vous faire part de l'essentiel et nous commençons dès ce numéro.

— — — —

1. J'entends par ces zin-zin, les investisseurs institutionnels.

MARIE-LOUISE DUBOIN

FutureWork ou l'avenir du travail

Constatant que « les technologies de l'information ont accéléré la mondialisation des économies et que l'automatisation des processus de production supprime un nombre croissant d'emplois en Amérique du Nord et dans l'Union européenne », un groupe d'universitaires réunis à Kitchener, Ontario (Canada) a décidé d'ouvrir un forum permanent sur Internet pour débattre de ces problèmes.

Ce forum, *Future Work*, dont le serveur se trouve au Colorado, s'intéresse « aux changements qu'il faudrait apporter à l'entreprise, à l'école et aux mécanismes de distribution des revenus pour tenir compte des conséquences sociales qu'entraîne la diminution massive et continue du nombre des emplois permanents correctement rémunérés ». En bref, il s'agit bien de remettre en cause « la pensée unique » puisque la présentation du forum dénonce la prétendue « nécessité d'une escalade de la compétition économique et de la flexibilité totale de la force de travail ».

Voici quelques exemples des thèmes abordés en janvier et février :

LES DÉGRAISSAGES

A propos des « dégraissages » dans les entreprises américaines, un message intitulé « Comment réussir en affaire sans vraiment forcer » donnait les chiffres édifiants réunis dans le tableau ci-dessous :

DÉLOCALISATION À DOMICILE

Sous le titre « Le travail dans les prisons : la solution finale ? » l'auteur dénonçait l'utilisation croissante du travail dans les prisons américaines au bénéfice des entreprises privées : « Lorsqu'on rapproche cette tendance du programme de construction massive de prisons, de la planification du chômage, de l'extension de la mentalité exprimée par "Il n'y a qu'à les mettre en prison", on voit tout de suite ce que va représenter le développement systématique sur une grande échelle de l'opération "travail d'esclave". L'un de ses effets les plus évidents est d'augmenter considérablement les profits des entreprises, de manière directe par l'utilisation d'une main d'œuvre à coût très réduit et, de manière indirecte en exerçant une pression à la baisse sur les salaires des employés de ces entreprises. »... Il ajoutait qu'on pourrait voir aussi, notamment dans les poches de sous-emploi permanent, se mettre en place des scénarios, plus ou moins organisés par la CIA, suivant lesquels de petits délinquants se verraient graduellement conduits à terminer leurs jours en travailleurs-esclaves dans des prisons-usines appartenant à des entreprises privées. « Nous avons tous entendu parler du travail-esclavage dans les prisons chinoises, mais il y a bien d'autres exemples, y compris au Brésil, de véritable esclavage où le travail est obligatoire sous peine de mort. Les conditions ne sont, d'ailleurs, guère meilleures dans d'autres parties du

Tiers monde où l'on est certes libre d'accepter ou non un travail, mais, avec des salaires en dessous du niveau de survie et avec l'interdiction militaire des mouvements ouvriers. Quelle différence y-a-t-il avec un véritable esclavage ? ... Tout comme le fascisme, le travail-esclavage a une autre figure aux Etats-Unis d'Amérique : nous ne jetons pas les gens dans des camps de concentration parce que nous ne les aimons pas (comme le faisait l'Allemagne nazie), ni parce que nous les exploitons ouvertement (comme au Brésil), mais parce "nous avons affaire à des récidivistes" et que "nous leur apprenons un métier". Ça sonne mieux comme ça ! Peu de gens avoueraient publiquement que la prison est la solution finale planifiée du "problème noir". Mais cela semble être le seul programme gouvernemental destiné à "traiter" sur une grande échelle le problème du chômage dans les villes. »

Un autre participant au forum apportait quelques précisions supplémentaires : « Des dizaines de milliers de prisonniers payés au salaire minimal ou en dessous, ont généré l'an dernier plus d'un milliard de dollars de ventes dans le secteur privé— souvent en concurrence avec les travailleurs de ce secteur. Et cela va empirer. On s'attend à ce qu'aux environs de l'an 2.000, 30% de la population carcérale travaille, ce qui créera quelque 8,9 milliards de dollars de vente au bénéfice de ceux qui les font travailler. »

JEAN-PIERRE MON

entreprises	emplois supprimés	Directeur Général	salaire du DG avant dégraissage	salaire du DG après dégraissage
EASTMAN KODAK	14.100 (1993-1994)	George Fisher	1.890.000 \$	3.901.000 \$
WESTINGHOUSE ELECTRIC	4.900 (1994-1995)	Michael H.Jordan	713.400 \$	1.357.000 \$
SCOTT PAPER	10.500 (1994)	Albert J.Dunlap	618.000 \$	3.575.000 \$
IBM	36.000 (1994)	Louis Gerstner	2.800.000 \$	4.600.000 \$



appel d'une citoyenne

Politique, politique, où est le temps du pouvoir politique perdu ? Politique, ce mot répété cent fois par jour, et dont le sens échappe chaque fois un peu plus, s'embrouille dans le réseau des marchés financiers qui se jouent des lois, des droits et des devoirs.

Bien sûr, le dictionnaire le définit comme une fonction relative au gouvernement d'un Etat, à l'organisation et à l'exercice du pouvoir dans une société organisée. Une société organisée autour de quoi, au centre de quels principes, de quelles lois, ou plutôt, au centre de quel dogme ?

Un mot résume à lui seul la doctrine de la nouvelle ère mondiale, effarante de platitude, stupéfiante de pragmatisme nihiliste, stérile d'ingéniosité créative, écœurante de nonsens, tellement pleine de son néant qu'elle régurgite, avec force mépris et cynisme, tout élan du cœur, comme si le cœur était quelque chose de superflu, d'inutile parce que *non-marchandable*. Parce que le cœur est entier et se donne, parce que le cœur ne s'achète pas, parce que le cœur est abondance et que les mercantis ne peuvent se dilater que là où règne la rareté, le cœur, fine fleur de l'humanité, semence d'avenir, perles offertes aux générations futures, le cœur est jeté aux orties dans le plus grand aveuglement général.

Un rejet de plus, un rejet de trop pour mieux creuser encore la fosse commune qui sépare les hommes d'avec eux-mêmes sur cette terre où l'on ne s'entend plus, tant les plaintes et les cris sourds des peuples, des gens, engorgent le rare espace voué à la communica-

tion, laquelle, récupérée et piégée dans les mailles d'une Parole unique, devient elle-même le vecteur du non-échange, du non-dialogue, du non-débat.

Une Loi au-dessus des textes de lois, un mot d'ordre s'imposant comme une réalité qui pour paraître comme une évidence aux yeux de la masse et d'une certaine *élite sociale*, doit journalièrement recourir à une propagande médiatique mondialement organisée.

Un seul mot, une voix unique, une voie sans issue. Une vérité qui se suffit à elle-même, se repaît de ses vanités, s'écoute parler pour mieux ne rien entendre. Un oracle qui se veut être à la fois Dieu et Idole, au nom desquels on immole des peuples entiers sur les étals du marché. Un sacrifice auquel les politiques participent dans leur aveuglante lâcheté. Un holocauste planétaire vers lequel nos pas dociles nous conduisent.

Un suicide social stupide, une soumission complaisante, inadmissible, dont nous aurons tous à répondre, tôt ou tard.

Et tout cela, au nom de quelle loi ? Au nom de quel droit ?

Au nom de quelle vérité ?

La réalité du Marché ?

Un marché qui appauvrit la Terre au lieu de propager ses richesses. Un marché qui ne reconnaît l'existence de l'homme que lorsqu'il est un client solvable. Un marché qui crée la rareté, la misère, le désœuvrement. Un marché qui s'ingère dans les matières politiques, un Marché qui dicte, par l'entremise des Instituts monétaires nationaux et supranationaux, des mesures de déréglementation pour mieux se débarrasser des *contingences sociales*, obs-

tacles majeurs à la libre circulation des flux financiers.

C'est au nom de cela que les responsables politiques démissionnent ? Au nom de cela qu'ils cèdent les pleins pouvoirs à des organismes financiers se définissant eux-mêmes comme apolitiques et non-partisans, comme des fervents défenseurs du Bien commun, exclusivement attentifs à l'Intérêt général (lequel ne peut être atteint, en Europe, que dans l'établissement d'une monnaie unique, il va de soi !), en dépit de l'inhumanité flagrante dont ces institutions monétaires indépendants font preuve chaque jour ?

Où est le réel ?

Dans le discours ou dans les faits ? La réalité du Marché serait-elle supérieure à la réalité vécue par le commun des mortels ? Où est l'urgence ? Où sont les priorités ?

Où poser les questions cruciales qui concernent le présent et le futur de notre société, si ce n'est sur le terrain politique ?

A cœur ouvert, c'est à vous d'abord, hommes et femmes politiques, que je m'adresse, car c'est à vous qu'échoient l'organisation et l'exercice du pouvoir dans la société. C'est à nous tous, ensemble, en concertation, de décider des principes de base autour desquels notre société de demain (et demain est si proche !) devra s'organiser. Et non aux seuls financiers !

Ouvrez le dialogue, les citoyens feront écho à votre ouverture. Soyez révoltés, insoumis, dissidents de la Pensée unique, et vous aurez le soutien de la base. L'urgence est à l'échange libre (et non au libre-échange préconisé par les marchands), au dialogue, à la transparence.

Soyez transparents, Mesdames et Messieurs les politiques, parlez vrai, parlez juste, parlez simple, pour que les citoyens vous entendent et vous rejoignent. Parlez avec la voix du cœur, celle-ci est universelle, intemporelle et porteuse d'avenir.

ROSA UNGARO

L'Homo sapiens, sapiens, sapiens

Les paléontologues ont appelé homo sapiens l'homme de Néandertal (100.000 à 40.000 ans avant notre ère) ; homo sapiens sapiens l'homme de Cro-Magnon, apparu il y a environ 40.000 ans, auteur, entre autres merveilles, des peintures des grottes de Lascaux.

Or cet homme de Cro-Magnon, c'est nous : même capacité cérébrale. De Karnak à Versailles, en passant par l'Acropole, les cathédrales, les grandes mosquées, Angkor, le Machu Picchu... il n'y a pratiquement pas de différences sur les moyens employés : des hommes et des techniques, notamment élévatoires, souvent très astucieuses et très savantes.

Sur le plan artistique, entre les fresques de Lascaux et Picasso, beaucoup n'hésitent pas dans leur choix. Pour faire bref, rappelons la

constatation péremptoire de J. Duboin : *Napoléon s'éclairait et se déplaçait comme les pharaons.* C'était il y a deux siècles à peine.

Mais depuis, les progrès conjugués des sciences et des techniques, dont la courbe est exponentielle, ont bouleversé la face du monde et notre mode de vie. Alors que, vers 1800, Napoléon n'était pas convaincu par la présentation des bateaux à vapeur de Fulton, en 1969, des hommes ont marché sur la lune. Des sondes "intelligentes" se sont posées sur différentes planètes et l'une d'elles vogue dans notre galaxie.

Or, au faite de sa puissance technologique, aux portes de l'abondance et du bonheur terrestre qu'il quête depuis la nuit des temps, l'homme s'avère incapable de comprendre dans sa globalité la fantastique mutation qui devrait logique-

ment s'imposer.

Et comme l'**élite** (définition du Larousse : petit groupe considéré comme ce qu'il y a de meilleur, de plus distingué) rame à contre-courant, la tentation est grande, pour les quelques mutants qui ont compris, de conclure qu'il manque quelque chose au cerveau de l'homo sapiens sapiens et que seul un homo sapiens, sapiens, sapiens pourra réaliser le "plus" nécessaire, tout comme l'homo sapiens sapiens avait dû acquérir un "plus" sur l'homo sapiens pour peindre Lascaux.

Mais il faut que la mutation biologique soit rapide, très rapide, car, au train où vont les choses, l'homo sapiens sapiens actuel risque en quelques décennies de rendre sa planète inhabitable.

ANDRÉ PRIME



Homo sapiens



Homo sapiens sapiens



Homo sapiens sapiens sapiens

P : la couche manquante

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive la Grande Relève

A. Amico 120 - R. Jacobs 70 - Mme Lahens 300 - Mme Lamouroux 70 - F. Laumelais 100 - Y. Le Troter 500 - H. Lepeu 130 - C. Logre 220 - J. Mestrallet 50 - H. Moulinier 340 - J. Nantet 100 - J. Palud 100 - F. Patino 120 - Mme Pluyaud 70 - M. Pommier 30 - J. Pothron 20 - Mme Prouteau 20 - Mme Quille 20 - J. Renon 100 - H. Richon 50 - R. Claude 75 - B. Simonnet 70 - R. Brusseau 140 - Mme Cerf-Laudrain 170 - J. Chauvin 85 - M. Coty 170 - E. Cuisinier 70 - G. Darnault 470 - M. Dufour 50 - J. Duray 20 - R. Guichon 170 - Ph. Guillaume 70 - M. Guimbretière 70 - G. Telliez 50 - P. Bertrand 70 - Mme Bouchard 220 - V. Donnier 20 - Mme Chiva 70 - G. Loin 170.

Total 4.760 F.

Un très grand merci à tous !...

A NOS ABONNÉS : *Merci de nous éviter des frais de rappel en guettant la date d'échéance de votre abonnement, que nous prenons soin d'indiquer à côté de votre adresse, et de nous dire à temps si vous voulez le prolonger.*

A-L W



la liberté dans l'histoire

La substance de l'esprit est la liberté : la matière est pesante, l'esprit est libre ; et l'idée de liberté n'a cessé de progresser dans l'histoire : tel est, d'après Hegel, grand philosophe idéaliste, le subtil cheminement qui caractérise notre évolution¹. Marx, plutôt matérialiste comme on le sait, a entrepris de remettre globalement sur ses pieds la philosophie abstraite de celui qu'il a considéré comme son maître. En toute logique, cela devrait signifier que l'histoire est d'abord marquée par un progrès de la *liberté concrète, réelle* de l'homme. Mais est-ce que cette théorie s'accorde avec ce que l'on sait, à présent, de notre passé ? La chose n'est pas si évidente. Il semble même que, durant une longue période, le phénomène inverse se soit produit. Par exemple, le chasseur-cueilleur nomade de la préhistoire paraît incontestablement plus libre que son descendant, agriculteur sédentaire des premières communautés rurales du néolithique et ce dernier, à son tour, semble plus libre que son descendant médiéval, asservi, qui demeure attaché à la glèbe. Il faudrait également évoquer l'importance relative que l'esclavage a occupée à travers les âges...

Mais que cela soit dans l'esprit ou en réalité, c'est certainement dans les villes que la liberté a sensiblement progressé. C'est bien à partir des villes que l'esprit humain, dès la plus haute antiquité, a commencé à montrer toute la souplesse, l'aisance et la vivacité dont il était capable. Néanmoins, si, en y inventant la philosophie, la poésie, les sciences, le génie humain a pu engendrer de tels prodiges, c'est bien parce que, au départ, la ville a su se détacher

de cette nécessité première et exploiter habilement la campagne. La ville est toujours apparue comme un asile de liberté au milieu des campagnes. La communauté rurale ancienne est plutôt totalitaire, autarcique : elle n'aime pas beaucoup voir ses sujets s'en échapper ; on y naît, on y grandit, on s'y marie et on y meurt bien souvent sans avoir vu d'autres horizons. Dans les campagnes au temps jadis, point d'argent, de commerce, d'échange, point de logique individualiste ; on travaille ensemble, durement, et on répartit le maigre produit de ce labeur. C'est, par contre, à partir des premiers bourgs que, au moyen âge, leurs habitants affranchis, les *bourgeois*, ont milité pour la liberté. C'est dans les villes qu'est né le petit commerce, le libéralisme. Peu à peu, les *bourgeois* qui, outre le commerce, exerçaient des fonctions *libérales* (médecin, avocat...) ont réussi à faire sauter tous les verrous - ou presque - qui entravaient jadis la circulation des biens et des hommes : le servage, l'esclavage, les douanes et autres péages intérieurs, jusqu'aux *barrières d'octroi* qui, hier encore, contrôlaient l'entrée des villes. Au XVIII^e siècle le grand mot d'ordre progressiste était : "*laisser faire, laisser passer*", puis, à partir du XIX^e siècle : "*libre-échange*".

La grande révolution libérale qui s'est enclenchée il y a deux siècles a donc réalisé - pour certains - une avancée formidable des libertés formelles. Des centaines de millions d'hommes aujourd'hui ont la faculté d'aller et venir où ils veulent à travers le monde ; les marchandises issues de tous les recoins de la planète connaissent la même liberté de circulation. Mais ce progrès n'a

réellement bénéficié qu'à une minorité de nantis ; les exclus du monde entier, la grande majorité, ne sont pas *libres* : ils sont *enchaînés*, confrontés à cette nécessité de la survie quotidienne dans laquelle ils sont *enfermés*.

Et que dire de cette liberté si chère à Hegel ? Le système dominant et ses divers appareils idéologiques, les médias, la publicité, conditionnent et intoxiquent le monde entier ; une censure insidieuse, virtuelle mais non moins efficace, s'exerce à l'encontre de tout ce qui remet en cause la logique du capitalisme.

Pire encore : tout l'immense capital humain accumulé jusqu'ici, ne cesse d'être accaparé, privatisé, confisqué au profit d'intérêts particuliers par cette révolution libérale qui n'en finit pas : le phénomène a commencé dès les *enclosures* qui ont démembré et morcelé le domaine public communal et se poursuit avec les privatisations qui abandonnent le capital national à des intérêts privés.

Il reste encore bien des barrières à bousculer, des entraves à briser, des péages, des verrous à faire sauter, des Bastilles à prendre. «*Il n'y a rien de plus liberticide que le libéralisme*» expliquait R. Marlin au cours d'une récente conférence. Notre liberté, liberté chérie, matérielle ou spirituelle, n'est donc pas au bout de sa progression...

1. Hegel. "*La raison dans l'histoire*", Union générale d'édition, 1979.

DJÉMIL KESSOUS

R.Lextray nous a adressé un long article sur l'économie libérale et ses méfaits. Nous en publions ici l'essentiel :

totalitarisme économique

Le libéralisme économique veut convaincre qu'avec les accords du GATT va s'installer sur terre un commerce mondial basé sur la liberté et la loyauté... Mais, sous le couvert de libéralisme, de libre choix, de libre concurrence, 354 familles, regroupées au sein de quelques associations, telles que la Trilatérale, la Bilberg, l'ACTPN, contrôlent plus de 60 % du commerce mondial ! Ce totalitarisme marchand fait la loi : rien ne peut être signé sans l'accord de leurs représentants. Depuis l'effondrement des idéologies totalitaristes marxistes le champ est libre.

Est-on dupe au point de ne pas voir naître, dans ce libéralisme économique, une autre idéologie, le *totalitarisme économique*, qui ne sera pas circonscrit dans des frontières et géré par des appareils d'État, mais va se diffuser comme un virus sur toute la planète, générant sur son passage, comme nous commençons à le voir, tout un champ d'exclusion, de misère, de dysharmonies et de guerres ?

Ce totalitarisme marchand sait malignement se travestir, ici et là, de démocraties, d'intentions généreuses, allant jusqu'à l'humanitaire. Le FMI et la Banque mondiale se sont transformés en gendarmes du capital et imposent aux chefs d'États un cadre très rigide et bien précis de gestion (ajustements structurel, privatisations, libéralisations etc.). Ces contraintes sont imposées aux dirigeants sous menace de sanctions telles que la désorganisation de leur économie, les transferts des capitaux et des entreprises, etc. C'est-à-dire des mesures qui permettent aux capitaux artificiellement produits et mal-sains d'accroître au maximum leur rentabilité. Ceci conduit à un appauvrissement des pays concernés :

des milliards de dollars sont ainsi aspirés chaque année. Le pillage se fait sous forme de flux, de profits, légalement ou illégalement exportés, de dividendes et de royalties, de fuites de capitaux et d'entreprises ou de matières premières, de prix de transfert et de drainage des cerveaux, etc.

Au nom de la logique *rentabilité-profit*, avec ses gigantesques moyens, le monde dit moderne impose son modèle hégémonique et dominateur dans lequel l'homme est aliéné, surmené, dépersonnalisé et cloisonné, une idéologie qui fait que les individus ne sont plus que des agents de production ou de consommation, qui cesse de reconnaître à tous la valeur et la dignité humaines.

L'évolution implique la diversité et non l'uniformité, l'indépendance matérielle, la liberté, le respect des différences pour que puissent s'exercer les lois de solidarité, de partage, d'harmonie et d'amour. Une grande entreprise d'acculturation fait disparaître tout le sens de notre affinité avec le prochain et mène à l'inhumanisme, à un système qui va à l'inverse des lois de l'évolution.

L'homme est un maillon de la grande chaîne de la nature où tout est diversité ; formes, couleurs, odeurs, saveurs, participent dans cette grande diversité à une harmonie générale... Pourrait-elle s'exprimer ainsi s'il n'y avait plus qu'une sorte de fleur, de couleur, de forme, d'odeur, de saveur ? Ainsi du nouvel ordre mondial exprimant la culture unique : basé exclusivement sur le pouvoir de l'argent, de la corruption, de la spéculation, de l'exclusion, de la négation des lois sociales et humanistes, il installe inévitablement, comme on le voit de plus en plus, désordre, misère, exclusion, violences et guerres.

Le monde qui clame sa liberté dérive insidieusement au nom de cette liberté économique, vers une nouvelle forme d'esclavage moderne. Nous assistons impuissants, en guise de moralité, à un transfert de notre souveraineté nationale au profit des détenteurs de capitaux artificiels et corrompus. Les pouvoirs de l'argent installent insidieusement le mythe de l'universalité dans les divers secteurs de l'économie et de la culture, dans une logique de rentabilité-profit pour les uns et d'exclusion pour les autres : diffusion sur toute la planète de films bon marché, basés sur la violence et le sexe, implantations massives de *McDonald* comme modèle de l'art culinaire...

Il faut changer rapidement et complètement ces fausses bases. Installer le partage des richesses et des savoirs dans la diversité d'expression qui favorise la créativité. Respecter les différences qui sont des complémentarités et non des oppositions, installer ainsi en chacun le sentiment d'utilité dans la société, donner à chacun l'opportunité de participer à une œuvre collective où tous retrouveront le sentiment d'être plus heureux, à l'extérieur comme à l'intérieur de soi.

Mais pour cela, il faut que chacun ose dire tout haut ce qu'il pense tout bas. Et ne continue pas à tendre le bras de la fausse démocratie de l'argent, pour empêcher les fruits pourris sur l'arbre de tomber. Tant que l'esprit de sagesse ne souffle pas dans une direction de partage, des tensions et des souffrances inutiles s'installent entre le monde du travail et celui de la spéculation capitaliste et de la corruption...

ROGER LEXTRAY

Solon, ou la fuite en avant

Sous le pseudonyme de *Solon* et le titre *Crise régressive*, dans *Le Monde* du 15 décembre dernier, un haut fonctionnaire a pris la défense des mesures décidées par le gouvernement, en condamnant sentencieusement « *le tohu-bohu ambiant, la grogne sociale, le 68 à rebours...* » que représente le mouvement social : « *Si tous les gouvernements qui se sont succédé depuis dix ans n'ont pas entrepris les réformes qu'imposaient les évolutions intérieures et extérieures... c'est parce qu'ils ont trop fortement intériorisé les résistances du corps social... Le plan Juppé de réforme de la Sécurité Sociale ressemble comme un frère à celui que les socialistes avaient proposé en 1986/87 avec Lionel Jospin... Ce plan est juste et il est nécessaire... Y a-t-il quelque chose à négocier ? Le salut public n'est pas négociable... Et si nous assistions aujourd'hui aux trépignements de l'adolescent régressif face au père plein de sollicitude (sic), mais impuissant à lui assurer indéfiniment les protections de l'enfance ? ... Mais ceux qui trépignent le plus ne sont pas ceux qui auraient le plus légitimement à interpeller la collectivité (chômeurs, SDF, etc.)* » Solon dérive dans cette démagogie qu'il montre du doigt chez les autres. Il nous adjure de « *cesser de placer les gouvernants dans le box des accusés* », mais dans le même temps, il accuse ouvertement les grévistes « *d'égoïsme individuel et corporatif* » et de « *démagogie ouvriériste* » ! ... C'est un comble de reprocher aux grévistes leur individualisme alors que l'individualisme est précisément le principe fondamental du libéralisme économique, si cher aux dirigeants de ce pays !...

«*Solon*» invoque certaines évolutions telles que le «*dérèglement des dépenses publiques*» ou la «*mondialisation des échanges de capitaux*» qui obligeraient à réformer l'organisation de la société. Certes. Mais, à ce titre, combien de dépenses publiques «*de prestige*» parfois inopportunes et disproportionnées, effectuées au profit de grandes entreprises, pas forcément publiques ? Sans parler de la colossale fraude fiscale dont la pratique n'est généralement pas imputable aux salariés !... Sans parler non plus des secours aux chômeurs et autres exclus largués par les «*plans sociaux*» des entreprises. Ce qui rend celles-ci de plus en plus compétitives et performantes en Bourse : chaque fois qu'une entreprise cotée licencie, son action monte ! Solon reconnaît pourtant que les «*chômeurs, SDF, etc. auraient le plus légitimement à interpeller la collectivité...*». Bravo ! Mais est-ce la collectivité qui licencie à grands coups des salariés devenus inutiles par suite des *modernisations* en cascade ? N'est-ce pas le prix à payer pour défendre les dividendes des actionnaires majoritaires ? Toujours est-il que c'est justement par peur de rejoindre les chômeurs que les grévistes ont manifesté, réclamant des réformes de structure capables de supprimer — et non pas de contingentier — le chômage et les exclusions qu'il entraîne. Quant à l'évolution dite *extérieure*, qu'elle désigne le partage du monde entre les multinationales dominantes, l'établissement d'une Europe technocratique ou la mondialisation financière et médiatique, cette évolution n'est tout de même pas tombée du ciel !... C'est pourtant ce que, par l'intermédiaire de

Solon, on s'acharne à nous faire croire en proférant que l'évolution *telle qu'elle nous est présentée* impose certaines réformes, elles-mêmes propres à entériner cette forme d'évolution et à en favoriser l'expansion.

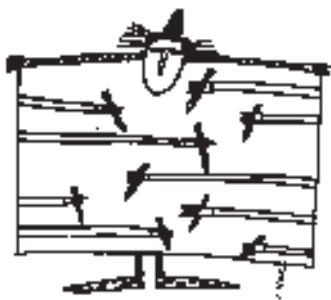
La finalité de ce genre de réformes consiste, en fait, à préserver et à majorer la rentabilité du capital. On comprend que cette rentabilité pourrait se trouver menacée, à la fois par la diminution du taux de profit ou pire, par l'extinction du profit lui-même. C'est ce qu'on appelle *la Crise* qui frappe la vie économique, le «*monde des affaires*». Les économistes nous racontent que les crises sont périodiques, «*cycliques*» autant qu'inévitables, et tantôt *structurelles*, tantôt *conjoncturelles*. On en connaît les symptômes : mévente, surproduction, chômage, débâcle, etc. Et les remèdes proposés : guerre, dictature, cures d'assainissement, etc.

Le tableau est incomplet si l'on y omet le chaînon manquant entre symptômes et remèdes, à savoir : la finance !... La finance, c'est par excellence le *pouvoir d'achat*, le rôle actif de la monnaie... Mais c'est aussi le *pouvoir de prêter*, avec intérêts, bien entendu, c'est-à-dire le rôle passif de la monnaie : fabriquer de l'endettement, impliquant en retour l'exigence de rembourser les dettes.

Le rôle des financiers étant d'engranger et faire fructifier les capitaux, ils sont astreints à faire toujours plus de profits. De même, le rôle des producteurs et des négociants étant de réaliser un chiffre d'affaires bénéficiaire incluant l'amortissement des prêts financiers, ils sont astreints à faire toujours plus de profits. Et la vie économique devient la *Foire aux affaires* permanente, qui condamne ses participants à une course effrénée au profit et à l'accumulation du capital. C'est une obsédante fuite en avant, toujours plus vite, toujours plus loin, toujours plus forte, toujours plus absurde en fin de compte... Consommez sans cesse davantage pour *faire marcher le commerce*, ce qui sous-entend aussi : pouvoir payer les intérêts des emprunts aux banquiers, pouvoir emprunter à ces mêmes banquiers, ou mieux encore, avoir les moyens d'augmenter son capital et d'investir pour l'augmenter plus encore.

BERN GILDAT

Notre ami KEVIN DONNELLY nous apprend que le *Christian Council for Monetary Justice* (mouvement chrétien pour la justice monétaire) dont il est le secrétaire, et qui, comme nous, revendique pour le peuple le droit régalién de battre monnaie, a organisé, en Novembre dernier, un spectaculaire lancement de 250 ballons jaunes et blancs sur la place de la cathédrale de Westminster, pour rappeler la condamnation par le Pape Benoît XIV, en 1745, dans son Encyclique *VIX PERVENIT* de l'usure et des prêts à intérêts.



A-L W

Qui tire à boulets rouges sur l'économie distributive et que vient faire un tel texte dans un mensuel qui justement milite pour l'E.D. ? Admettons que cela soit au nom de la liberté d'expression ! Cela étant dit, il faut que M. Bourdette sache qu'il ne faut justement pas que la gauche que nous connaissons revienne majoritairement à l'Assemblée, car dans ce cas là, il n'y aura jamais la moindre avancée dans le nouveau programme économique que tous les militants de l'E.D. aspirent de voir un jour à l'œuvre. Il faut, c'est du moins mon avis personnel, présenter l'économie distributive au peuple de France par l'intermédiaire d'une force nouvelle et sans lien avec les partis classiques de la gauche, que ce soit le PS, le PC, les trotskistes et autres formations de ce genre, toutes vieillottes en idées et sclérosées par une inertie devenue chronique (il suffit de constater le silence actuel de Jospin et Hue, pour s'en rendre compte). Avec ces gens-là et leurs représentants de nouveau au pouvoir, c'est à coup sûr refaire le jeu du capitalisme international. Il est donc nécessaire 1° de créer un parti nouveau (une nouvelle gauche) dans tous les sens du terme : encadrement fait par des hommes et des femmes issus uniquement de la mouvance ED et refusant toute alliance avec les partis de gauche actuels (ce

Jean FIGARELLA
de Vitrolles
aimerait rencontrer
des distributistes de sa région.
Lui téléphoner au
(16) 42 89 31 83

Plusieurs pages de notre dernier numéro avaient pour centre une lettre de J.Bourdette, insistant pour que le commerce puisse continuer à se développer en toute "liberté". Un abonné de Libourne, Jean-Charles Giroud, s'empresse de lui répondre :

serait dans ce cas-là "vendre" l'ED au diable). 2° présenter des candidats de ce nouveau parti aux législatives en souhaitant un jour voir une majorité se dessiner. Ce n'est qu'à ce moment-là que les idées de l'ED pourront être exécutées. D'autre part, quand M. Bourdette fait plus ou moins l'apologie de l'économie de marché en mentionnant la liberté du commerce, je me demande s'il ne prêche pas pour son compte,...pour défendre à ce point le fait de pouvoir vendre et acheter en toute liberté ? Quelle liberté ? Combien de commerces - même les petits marchands de frites ou de gaufres qu'il cite, ferment boutique, après y avoir laissé leur dernier centime ? J'appelle cela une illusion de liberté, celle de faire croire que la libre entreprise est accessible à tout le monde. C'est faux, ce n'est que du rêve ! Jusqu'à preuve du contraire, la liberté de marché, la libre concurrence, etc. a causé plus de mal que de bien, sinon nous n'en serions pas au stade de décrépitude économique actuel.

Chantal Thomas

de Saint Nazaire
aimerait savoir qui était Jules
Godeau. Qui se souvient de lui ?

Pour finir, concernant le référendum "obligatoire" (sic) de M. Bourdette, je n'en vois pas la nécessité. Il serait même dangereux pour nos idées de le proposer, car effectivement, la réponse serait un non massif. Pourquoi ? Tout simplement parce que la masse des citoyens a peur du changement. Comme le dit M-L.Duboin, l'ED "est bien plus qu'un programme politique". On touche là en effet, la philosophie, la culture, l'éthique, l'écologie, la spiritualité, etc. Demander alors son avis au peuple qui est loin d'être

prêt à entendre un tel discours, c'est sûrement aller au désastre. Si en 1789, il y avait eu un référendum, il n'y aurait jamais eu de Révolution française. Si en 1917, on avait demandé son avis au peuple russe, les tsars seraient encore en place. Tout ceci à cause de la peur d'un changement trop rapide. Il ne reste alors que deux solutions : soit imposer l'ED puis démontrer la justesse de nos idées, soit éduquer le peuple, et celui-ci, en prenant conscience, demandera l'application de l'économie distributive par l'élection de candidats issus de notre mouvance.

Georges DARNAULT

20 rue Amiral Ribourt
à Châteauroux
offre localement le prêt
de la collection

des livres de Jacques Duboin.
(La GR demande à ceux qui profiteront de cette offre de ne pas manquer de rendre ces livres . Merci)

DEUX COMMENTAIRES DE LA RÉDACTION : C'est la deuxième solution que nous avons adoptée, l'éducation et non pas la violence. Ajoutons qu'en disant NON d'emblée à tous les partis de gauche, il faut faire attention à l'extrême droite. Tant que nous ne sommes pas assez nombreux pour nous faire entendre, il ne faut surtout pas prendre le risque d'aider les fascistes qui vont profiter des échecs successifs de la gauche et de la droite pour flatter les électeurs en les séduisant par un discours dont ils ne voient pas toujours ce qu'il cache. Alors disons clairement NON d'abord à tous les partis qui font une discrimination entre les gens, quel qu'en soit le prétexte, et dénonçons-en les dangers.

La plus grande des sectes

C'est la secte capitaliste des adorateurs de l'argent. Elle a ses gourous (financiers, politiciens, et gros patrons) qui disposent de tous les moyens d'information (presse, radio, télé) que des serviteurs grassement payés (journalistes, reporters) ont mis à leur disposition. Grâce à ces moyens, ils sont parvenus à faire croire aux crédules du bas de la secte qu'il fallait de l'argent pour vivre et que l'argent était la seule richesse. Les crédules se sont mis à adorer le fric, à ne plus pouvoir s'en passer au point de chercher à s'en procurer par tous les moyens. L'argent a été mis au départ, puis il est devenu le seul problème de tous.

Imaginons que tous deviennent riches et qu'il se produise un Tchernobyl universel qui rende toute nourriture toxique, mortelle, inconsommable. Tous, gourous, laquais et crédules meurent de faim sur leurs millions... Tout ça pour faire comprendre à ces intoxiqués que la seule vraie richesse c'est la production. Qu'est-ce donc que ce dieu qu'on appelle Argent ? Personne n'est fichu de dire ce qu'il représente ni d'en donner une définition.

Il est pourtant et qui est à la source de nos maux. N'est-ce pas l'argent qui crée l'envie, la jalousie, le vol, le crime, le hold-up, la drogue, la prostitution et la guerre ? Que ne fait-on pas pour se procurer de l'argent ! Il va à ceux qui spéculent, qui magouillent, qui trichent, qui volent. On met parfois ces hommes en examen, mais c'est tout le régime qui est pourri et dont il faut sortir.

Il est temps que les travailleurs prennent les choses en main. Un seul remède : la grève productrice et distributrice. On travaille gratuitement pour fabriquer ce qui est indispensable, nécessaire utile et agréable à l'homme et on assure et organise la distribution gratuite de la production. Comme disait Duboin « l'abondance ne se vend pas, elle se distribue ».

... Ce sera ça ou la guerre. Ah la guerre, quelle merveille comme disait Gugenheim : « *on vous mobilise, on vous loge, on vous nourrit, on vous habille, on vous promène, tout ça gratuitement ; dommage que pour le même prix, on vous arme et on vous tue* ».

AIMÉ MOLLIE

Une mine

Nous nous efforçons toujours de donner à nos lecteurs non seulement des arguments d'actualité, mais aussi quelques chiffres éloquentes qui puissent les aider dans leurs entreprises pour ouvrir les yeux de leurs concitoyens. Nous leur signalons les ouvrages qui nous paraissent particulièrement clairs et pratiques. En voici un, publié l'an dernier et diffusé par Orcades (12 rue des Carmélites, 86000 Poitiers), les magasins du monde-Oxfram (rue E.Michiels 7a, à B-1180 Bruxelles). Il est intitulé *Le travail en question* et a pour auteurs T.Pellet, G.Raboud, C.Schümperli et B.Théau. Vous y trouverez des chiffres sur l'emploi dans le monde, secteur par secteur, sur les taux de chômage et l'effet réel des délocalisations, de la croissance démographique et des multinationales, sur la façon dont ces dernières réduisent le pouvoir d'action des Etats, sur la façon dont la Bourse oriente impunément les capitaux au détriment du développement. Merci à René Marchand de nous avoir indiqué ce livre, fort bien fait.

Un espoir

C'était à quelques jours de Noël. Julien Lepeers avait réalisé un spécial "Questions pour un champion" pour les jeunes de 10-12 ans. Au gagnant, puits de connaissances pour son âge, J. Lepeers posa la question : « *Quel serait ton souhait le plus cher pour Noël ?* ». Manifestement, Lepeers pensait aux cadeaux. Mais l'enfant répondit sans l'ombre d'une hésitation : « *Que la paix règne enfin sur le monde* ». Des mutants sont peut-être déjà là, mais ils sont encore très jeunes.

A.P.

Les bonnes habitudes ont la vie dure

Il y a une trentaine d'années environ, pour cause de mévente, un ministre de l'Agriculture aux petits soins pour ses ouailles, avait lancé le slogan "*Suivez le bœuf !*".

Le bœuf, on ne dirait pas, mais ça court vite ! Le bœuf courait et le ministre courait derrière...

Aujourd'hui, comme le ministre après le bœuf, Chirac s'essouffle après la Grandeur. Mais la Grandeur court encore plus vite que le bœuf.

Il croyait bien l'attraper au tournant, pourtant, lorsqu'Alain Juppé, son copain, lui fit un vilain croc-en-jambe, par grévistes interposés... Il n'a pas fini de trotter Chirac !

Dès l'origine, à peine affirmée la Grandeur, ce n'était déjà plus la Bombe...

La Grandeur, aujourd'hui, c'est l'élimination de la pauvreté, du chômage. C'est l'essor culturel, la restauration et le maintien d'un environnement sans nuisances, pour une véritable politique de santé ! C'est l'aisance pour tous.

Et, tout simplement, le respect des promesses électorales...

JEAN MESTRALLET



JEAN-PAUL SARTRE AURAIT 90 ANS.

Gerhard Seel, professeur à Neuchâtel et à Berne, a relu l'œuvre philosophique et réfute dans sa *Dialectique de Sartre* (L'Age d'Homme) l'opinion selon laquelle Sartre doit tout à Hegel, Marx, Jaspers, Husserl et Heidegger. Seel montre avec finesse où et comment naît puis s'affirme l'originalité du penseur français. De *La transcendance de l'Ego* (1936) aux derniers écrits, s'est élaborée de manière discontinue la philosophie existentialiste de Sartre qu'on n'avait jamais saisie, comme le fait Seel, dans son devenir progressif.

L'un des mérites du professeur neuchâtelois est son exigence de clarté (ses étudiants ont de la chance !). Avec quelle aisance il nous expose, comme si c'était tout simple, la systématique de la philosophie sartrienne. Ne croyez pas pour autant que Seel vulgarise. Non, il s'adresse en philosophe à des lecteurs avertis. Livre difficile, par conséquent, mais délesté de tout jargon et dans lequel domine le souci pédagogique de bien faire comprendre au lecteur l'évolution de la pensée de Sartre, ses repentirs, ses reniements (il y en a) et l'ancrage de cette pensée dans le concret, c'est-à-dire, souvent, l'événement politique. Seel expose, raconte... et se garde de juger.

LA MORALE DE SARTRE.

Ce titre est celui de la postface. Chacun sait, ou devrait savoir que depuis *L'Être et le Néant* (1943) Sartre promet d'écrire une *Morale*, mais que ce velléitaire n'a jamais tenu sa promesse. Que fait Gerhard Seel ? Ceci : « *Montrer que l'humanisme de Sartre ne se limite pas à des déclarations et à un engagement politique sérieux et courageux mais trouve également un fondement argumenté dans sa philosophie pratique* ». Ce faisant, l'auteur met en lumière les points de sa pensée morale qui demeurent problématiques et discutables. A cette fin, Seel a exploré tous les textes, y compris des interviews, anciennes et tardives, les entretiens avec Gorz et Pouillon, avec M. Sicard ou B. Lévy, mais surtout *L'Être et le Néant*. *L'existentialisme est un humanisme*, *Saint Genêt*, les *Cahiers pour une morale* et la *Critique de la Raison dialectique*, mais aussi *L'Idiot de la Famille*. Partout où il y a des bribes d'une éthique, Seel suit la piste et récolte pour faire apparaître les trois phases successives de la pensée morale. La dernière, contemporaine de la *Critique* (1960), pose que dès les débuts de l'Histoire, la *praxis* humaine se déroule sous le règne de la *rareté*, source du Mal dans le monde. Comme le fit naguère Albert Einstein, Sartre cautionne implicitement la réflexion des distributeurs, dont Jacques Duboin prônant une révolution fondée sur l'abolition de la "misère dans l'abondance". R-L J.

La fin de la misère

Comme Aragon, je laisse affluer la parole, me gardant de la voir soudain devenir folle, qui devra dire ici ce qui me tient à cœur : la fin de la misère enfin dans l'abondance. Ne plus penser qu'à ça met mon esprit en transe. Où, me demande-t-on, voyez-vous l'abondance ? Dans les tas de surplus, de déchets, d'invendus ! Ouvrez les yeux, réveillez-vous, consommateurs ! On produit trop de tout, nourriture en veux-tu en voilà et pourtant les restaurants du cœur de Coluche n'empêchent pas, loin à la ronde, les malheureux sans nombre de manquer de tout ! C'est qu'il faut acheter quand on n'a pas un sou, pas une lire, pas un pfennig, pas un lei, ... Là me manque la rime, ô douce Lorelei. Tant pis. Je voulais dire qu'en ce vaste monde, Il vaudra mieux donner que vendre, à l'avenir. Et ne me dites pas que ce n'est pas possible. Il suffirait qu'un grand pays comme l'Europe décide que l'écu si longtemps invisible cède son trône monétaire et interlope aux cartes de crédit gagées sur les richesses, le blé, le cuivre, les tomates, les machines, et que l'on donnerait à chaque nouveau né, crédit qui ne saurait jamais être épuisé, jusqu'à la mort des nouveaux nés nonagénaires. Et ne me dites pas qu'on ne peut pas le faire ! Quand même ! Il suffirait que nos gouvernements décidassent ensemble d'un bon mouvement pour supprimer la misère dans l'abondance. Lequel commencera ? L'Allemagne ou la France pourrait donner l'exemple. Ou la Suisse après tout, quoiqu'elle ne voie pas encor Maastricht au bout de son chemin de riche aux doigts jaunis par l'or. On me dit que c'est bien joli, les utopies mais qu'il faut se garder de rêver, que l'argent, maître de tous nos maux, ne doit pas disparaître. A sa place, qui freinerait nos beaux élans ? Qui pourrait remplacer ce tyran, notre maître ?

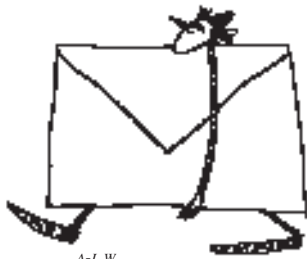
ROGER-LOUIS JUNOD

L'ÉCONOMIE DE REVENU SOCIAL A 60 ANS CETTE ANNÉE

C'est le gouvernement du Front populaire qui institua en 1936 les 15 jours de congés payés, l'indemnité de licenciement, la retraite des vieux. Pour la première fois, des besoins étaient satisfaits par des prestations publiques. Aujourd'hui, par la force des choses, l'État verse des indemnités, primes, allocations, pensions, subventions. L'ensemble de tous ces revenus sociaux représentait 33 % du revenu national en 1970.

Ainsi, même en prenant un certain retard, l'économie de "gain" cède la place, peu à peu, à son héritière légitime l'économie du revenu social. Répondant à la logique... l'économie distributive s'instaurera d'elle-même.

LUCIEN TISSOT.



A-L.W

A mon sens, le n° 952 de la GR est, par la teneur de ses articles, un des meilleurs que j'ai lus ! Les articles relevés dans la presse, les réflexions de personnalités, entre autres Mgr Labille, sont très encourageants car ils vont dans le sens des théories de la Grande Relève.

Tous les événements, technologiques, économiques, sociaux, qui se déroulent actuellement, non seulement en France, mais dans tous les pays, appellent inéluctablement une solution qui ne peut que rejoindre les thèmes abondancistes. Sciemment ou inconsciemment, le souhaitant ou le craignant, les opinions de tous, hommes politiques, industriels, commerçants, salariés, etc. se rejoignent, sans oser le dire, dans l'attente d'un bouleversement inévitable de nos mœurs actuelles.

" CONSOMMEZ "

et

" ON VEUT DES SOUS "

Il faut penser à vous procurer pour le faire entendre partout ce CD remarquable et fort amusant que fabriquent J-P Poulain et D. Daguenel au Studio Tournesol, 13 allée des Mariniers à Saint Avertin. Avec ces deux titres du groupe Mondo Nova, le CD comporte une présentation simple de l'économie distributive. Pour en financer le pressage, les auteurs ont besoin d'une "pré"vente de 250 exemplaires à 30 F l'un.

Merci d'envoyer votre commande, en comptant 5F de frais d'envoi à
J-P. POULIN, 7 rue Jules Ferry, 37110 Château Renault, qui vous enverra un reçu.

On y vient, on y vient ! Mais malheureusement à petits pas. Les médias sont très importants dans ce problème, mais comme vous le dites, dans l'immédiat, ils vont dans le sens de leurs "clients" et ne peuvent diffuser que ce qui ne heurte pas la sensibilité, ou la politique de l'autruche de leurs lecteurs ou téléspectateurs.

Il y a actuellement à la télé des "cycles" Pagnol, Giono, Signoret, etc. Peut-être y aura-t-il un jour un cycle René Clair, mais je suis à peu près persuadé que le superbe film "A nous la liberté" avec Raymond Cordy, (prémonitoire puisque sorti en 1931) ne passera pas...

A.D., Orléans

* * *

Plus la crise s'installe, plus je suis persuadée que vos propositions devraient être mieux écoutées. Hélas, malgré le grand mouvement du mois de décembre, et le profond désir de changement qui a éclaté au grand jour, les propositions des syndicats et des partis de gauche restent timides.

P.S., Romainville

* * *

J'ai assisté récemment à une conférence que Jacques Robin faisait à Pontoise. Dans ses propos, j'ai retrouvé à 98 % ce que je lis régulièrement dans la GR. A tel point que j'ai demandé la parole pour essayer de savoir ce qui le différenciait de vous, des thèses de Jacques Duboin. J. Robin m'a répondu que l'économie distributive était certainement le but vers lequel il fallait tendre, mais que, compte tenu que les esprits n'y étaient pas prêts, il pensait que vous vouliez aller trop vite. Pourquoi pas, après tout ? Toutefois, il a fait référence également à A.Gorz, G.Aznar et R.Passet. Il aurait pu aussi citer sans doute C.de Bry et le Prof.Jacquard. Je suis ainsi conduit à penser que, puisqu'un nombre tout de même non négligeable de penseurs respectables et respectés ont, sinon des idées communes, du moins des idées proches sur les problèmes qui existent depuis long-

temps, mais qui s'amplifient actuellement à très grande vitesse, pour quoi n'arriveriez-vous pas, à décider ensemble d'une plate-forme commune, en laissant de côté les détails ? L'union ne fait-elle pas la force ? Il me semble regrettable, aujourd'hui, que les bonnes volontés aillent dans un ordre aussi dispersé.

J.B., Eragny-sur-Oise

RÉPONSE. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour que cet ordre ne soit pas dispersé. Rappelez-vous, par exemple, ce que nous avons appelé "l'appel du 28 juin", dans *Le Monde*. Il s'agissait bien de cette plate-forme élaborée par les personnes que vous citez et nous y avons participé avec enthousiasme, en répondant. Comme nous participons systématiquement à tout ce qui s'organise dans ce sens, en particulier aux initiatives de J.Robin et la Maison Grenelle (malgré leur coût...).

* * *



BONNE AVENTURE

C'est bien dans une aventure que se sont lancés les quatre enseignants qui ont mis sur pied ce projet d'une école où on apprend à apprendre. Sous le nom de Bonne aventure, ils décrivent "les premiers pas d'une république éducative". C'est "Une œuvre d'affranchissement et non de domestication... Un challenge : celui d'assurer la promotion d'enfants en auteurs de leur histoire individuelle et de l'histoire collective, à partir d'une reconstruction des savoirs et d'une expérimentation des valeurs libertaires". En un mot, dans une petite école d'Oléron, on prépare des enfants à devenir pleinement adultes et responsables, prêts pour vivre en économie distributive.

BONAVENTURE
 COLLECTIF PUBLIÉ AUX ÉDITIONS
 DU MONDE LIBERTAIRE
 145, RUE AMELOT
 75011 PARIS.

A lors que les incertitudes de la vie sont de plus en plus menaçantes pour nous tous, la GR nous montre la voie à suivre et nous apporte la certitude, l'espoir et la foi de voir pointer bientôt l'aube d'une civilisation nouvelle.

M.B., Le Mans

* * *

Un ami m'a communiqué le N°949, soixantenaire de la GR, et cela m'a remis en mémoire une période de mon passé. En 1934, jeune syndicaliste, j'assistais à des colloques, des conférences à la Bourse du Travail à Marseille. Un camarade exposait la vie distributive. Je l'écoutais, mais le considérais comme un doux rêveur utopiste. Car j'étais alors adhérent au PCF et pour moi, la seule voie de la justice sociale au bénéfice des travailleurs était celle tracée par le programme du Parti.

Ce rêve n'a pas été réalisé par la faute et les erreurs d'hommes dirigeants-responsables. Ce sera peut-être pour demain. Je l'espère toujours. En attendant, je ne fréquente plus l'Église du PC, ni aucune autre ! Et je souhaite que l'idée émise il y a soixante ans par Jacques Duboin soit comprise par la majorité nécessaire de citoyens.

R.V., Lambesc

* * *

Une camarade, enseignante, militante à Lutte ouvrière m'avouait dernièrement qu'elle ne connaissait pas J. Duboin. A la lecture d'un article d'Arlette (joint par notre lecteur, mais non reproduit ici), que j'estime inachevé, je constate qu'elle doit être dans le même cas. Son entrée en matière est bien exposée, mais l'article ne comprend pas de développement, et pas de conclusion.

Pour une personne qui veut créer un parti moderne, c'est grave. Je demande donc à la rédaction de la GR de suppléer à cette carence.

L.T., Le Cheylas

RÉPONSE. La GR propose, en plus de son mensuel, les documents dont la liste est en seconde page. Ils s'adressent à tout le monde. Le problème est plutôt d'amener à les lire ceux qui ne veulent rien savoir.

NOS LECTEURS PRENNENT DE BONNES INITIATIVES. VOICI CELLES DONT NOUS AVONS EU ÉCHO :

Le journal *Sud-Ouest* ayant lancé à ses lecteurs une enquête "La crise, parlons-en", un abonné de Miramont-de-Guyenne, M. H.R., y a contribué par l'envoi de documents très éloquentes, accompagnés d'une lettre expliquant qu'on ne peut sortir de la crise que par une économie nouvelle, adaptée non seulement aux technologies actuelles, mais aussi aux besoins des gens : celle que propose *la Grande Relève*. Parmi les documents joints, beaucoup avaient été fort astucieusement choisis dans des journaux économiques officiels. Ceux de *la Tribune Desfossés* montraient le marché du cuivre gagné par la spéculation et la riposte des spéculateurs, leurs moyens et leurs méthodes ; d'autres expliquaient les moyens d'action et le pouvoir d'un G.Soros, ou d'un F.Black "maître" des marchés dérivés. Une étude prospective américaine annonçait la baisse par un facteur 2 des créations d'emplois en 2005, malgré une croissance estimée à 2,3 % par an. Dans ceux de *la Tribune de l'Expansion*, un conseiller économique prévoyait un fort développement du troc pour régler les échanges entre pays ; enfin un spécialiste américain de l'industrie de la santé dénonçait ainsi la grande misère des hôpitaux américains « qui manquent d'infirmières parce que l'Amérique juge normal de leur verser de médiocres salaires tout en engraisant des légions d'avocats » de sorte que « dans le seul État de New-York, la mauvaise qualité des soins a causé la mort de quelque 7.000 patients en un an ». Un petit entrefilet de bas de page y titrait « Un américain sur dix à la soupe populaire ». Tous ces documents présentaient donc un tableau édifiant de la société actuelle, de ses bases, de son idéologie et de ses méthodes, tandis que deux GR apportaient l'alternative.

Hélas, ce dossier demandait aux journalistes auxquels il était envoyé de lire et de réfléchir ! Ils ont préféré publier des extraits d'autres lettres, bien plus banales, comme celles proposant de taxer les robots pour qu'ils ne prennent plus la place des hommes, ou celles dénonçant les privilégiés qui ont droit à une retraite après 37,5 ans de travail. Ces journalistes qui ont peur de remettre notre belle société en question sont aussi désespérants que les politiciens !

* * *

Je vous envoie une photocopie d'une lettre que j'avais adressée à Clau-de Julien, du Monde Diplomatique, co-auteur d'un livre intitulé *Limites de la compétitivité*, ainsi que sa réponse.

Le groupe de Lisbonne dont le but est de réfléchir à des solutions économiques, écologiques et sociales sur l'avenir de la planète, a édité cet ouvrage. Il ressort de sa lecture que, pour éviter qu'on aille à la catastrophe, il est nécessaire d'instaurer un gouvernement mondial dont le maître-mot serait la coopération entre les peuples, sans idée hégémonique.

A mon avis, deux problèmes étaient laissés en suspens, et non des moindres : la nature du système politico-économique actuel et à quel niveau doit tendre le développement de la société ; ce sont les raisons pour lesquelles j'ai envoyé cette lettre.

J. Le R., Hombourg

VOICI LA RÉPONSE DE C.JULIEN : «...Vous mesurez donc toute l'harmonie qui existe entre vos propres préoccupations et celles qui animent le Monde Diplomatique. Très heureux que vous ayez trouvé quelque intérêt à la lecture du livre en question. De telles idées gagnent du terrain, beaucoup trop lentement à mon goût. Je souhaite que l'espérance ne nous quitte pas et que chacun de nous, là où il est, bouleverse les comportements qui conduiraient la planète à sa ruine.

* * *

Enfin, un troisième lecteur, R.M., d'Aix en Provence, a adressé aux Socialistes et au journal *Le Monde* un manuscrit intitulé *Comment vaincre le chômage dans le cadre de l'Europe*, dans lequel il est question de revenu social et de création monétaire par la Banque Centrale. Notre lecteur commente : « Il ne m'a pas semblé utile de mentionner le caractère non thésaurisable du revenu social en raison de son utilisation immédiate. »

En résumé, la "Grande Relève" analyse et propose :

UN CONSTAT :

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort qu'il doit fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés.

Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel.

Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés... Il sait même commander la nature, la modifier, en un mot lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.

Cette **Grande Relève des Hommes par la Science**¹ dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation**, le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure :

*le pouvoir d'achat
ne peut plus être mesuré
par la durée du travail.*

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

C'est **ce qu'on appelle la crise**¹.

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

UNE NECESSITE :

INVENTER POUR S' ADAPTER

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses, sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou

économie distributive, qui pose en principe que :

*toute production
physiquement et
écologiquement réalisable
doit être
financièrement
possible.
Et quand elle a été réalisée,
tout citoyen doit avoir
le pouvoir d'achat nécessaire
pour en acquérir sa part.*

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange entre *pouvoir d'achat* et *temps de travail*.

Une double réorganisation s'impose donc :

celle du **devoir économique** et celle du **droit économique** de tout **citoyen**.

D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques, et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut désormais s'accroître si besoin.

DES PROPOSITIONS :

LE SERVICE SOCIAL

Le partage des tâches devient le **service social** que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social".

D'autres **activités**, réputées aujourd'hui non rentables, ou non mesurables en termes économiques, mais au moins tout aussi utiles, voire même fondamentales, sont désormais reconnues.

LE REVENU SOCIAL OU DE CITOYENNETÉ

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte de chaque citoyen, de sa naissance à sa mort.

Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'un carnet de chèques, ou d'une carte à puce s'il préfère, et son compte est débité du montant de l'achat. Rien n'est donc changé pour le consommateur, la vente est enregistrée par le vendeur et le crédit correspondant est annulé.

LA MONNAIE DISTRIBUTIVE

Pour distribuer ainsi le pouvoir d'achat il faut une monnaie d'un type nouveau. Cette *monnaie distributive* est une **monnaie de consommation** : elle ne sert qu'à acheter, elle **ne circule pas**, elle ne peut pas être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**. Des paiements à échéance restent toutefois possibles.



il n'y a plus d'avenir social en économie libérale

Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers (ou même plus simple). Il consiste à évaluer la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes², des besoins et des in-

tentions manifestés par les consommateurs, des besoins des services publics et des investissements nécessaires. Le montant total du "revenu social" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements décidés, pour une période donnée. Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et au mê-

me titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**. Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

UNE TRANSITION : LE CONTRAT CIVIQUE

Diverses mesures transitoires ont été proposées³. Une allocation universelle ou revenu d'existence, minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyen-neté**, déterminé à partir d'un **contrat civique**⁴ renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

Pour stimuler l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie, nous avons proposé le contrat civique. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la

possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, mais en les faisant reconnaître et valoir, même si elles ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.

Pour les uns, simple publication de leur rôle dans une entreprise qui existe, pour d'autres, projet plus ou moins ambitieux d'une nouvelle activité, le contrat civique proposé par chaque citoyen (si besoin, aidé et conseillé) doit faire l'objet d'une publicité préalable, puis être présenté à des instances compétentes. Ces instances, les **Conseils Économiques**, devront, selon le principe de *subsidiarité*, être celles qui correspondent au niveau adapté à l'envergure du projet; elles seront composées d'élus, de représentants des

professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens y siégeant temporairement, à titre personnel, comme "usagers".

La **démocratie économique** sera enfin réalisée par la remise à ces conseils du **pouvoir de création monétaire**, (qui sera donc retiré aux banques de crédit qui en usent aujourd'hui de façon arbitraire), y compris pour financer les investissements nécessaires aux entreprises, qui devront leur en rendre compte.

M-L D

2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

3. voir notre N° hors série de 1992.

4. voir notre N° 901.

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

Le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous.

*Pour en savoir plus sur ces propositions,
pour en discuter dans une tribune libre,
abonnez-vous au journal (130F par an pour 11 numéros) :*

**LA GRANDE RELEVÉ,
BP 108, 78110 LE VÉSINET
CCP 13 402 39 M Paris**

ou commandez à cette adresse des documents tels que :

Kou l'ahuri, ou la misère dans l'abondance, un livre plein d'humour, de Jacques DUBOIN (65 F)

L'économie libérée, une brochure de base, bien documentée mais facile à lire (25 F)

un résumé : L'économie distributive et les transitions (25 F)

pour introduire une discussion : Un socialisme à visage humain, d'André Prime (25 F)

et une bande dessinée de 8 pages : Et si on changeait ? (35 F).

— tous ces prix sont indiqués franco —